1. **DECLARATION DE DEMANDE D’AIDE**

**IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

Dénomination ou raison sociale :…………………………………………………………………

Forme juridique : ……………………………………………………………………………...……..

N° de SIRET : ………………………………………………

Adresse du siège social : ………………………………………………………………………...

Représentant légal : ……………………………………………………………………………

Nom et Acronyme du projet : …………………………………………

Montant **d’aide demandée** : ………………………………….

Sous forme de :

□ subventions

Et/ou

□ d’avances remboursables

**Je soussigné** *Nom* *et fonction du signataire,* **agissant en qualité de** *□ représentant légal □ représentant dûment mandaté* **de l’entreprise***Dénomination/Raison sociale***sollicite une aide auprès de l’ADEME pour la réalisation du projet cité.**

**Fait à** ……………………..**, le** …………………,

**Signature et cachet de l’entreprise :**

1. **DECLARATIONS DU DEMANDEUR**

En signant la présente demande d’aide financière, je m’engage et certifie :

* être à jour de mes dettes et de mes déclarations obligatoires vis-à-vis de l'ADEME et de l’Etat
* ne pas encourir de procédure collective (sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) [[1]](#footnote-1)
* ne pas entrer dans le champ des entreprises en difficulté [[2]](#footnote-2)
* être en situation régulière au regard des obligations fiscales, sociales et environnementales
* être en règle au regard de l’obligation de mise en place d’un plan de mobilité [[3]](#footnote-3)
* avoir mis en place et respecter au sein de la structure toutes les mesures destinées à prévenir la corruption, la fraude, les pratiques anticoncurrentielles ainsi que les mesures de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme le cas échéant
* que l’opération pour laquelle l’aide est sollicitée n’a pas commencé et qu’elle n’a pas donné lieu à des engagements juridiques fermes, c’est-à-dire le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l’opération irréversible.
* que l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée est conforme avec la réglementation et qu’elle n’a pas pour objet, même partiellement, la mise en conformité de ses installations et/ou modes opératoires dans le cadre de normes obligatoires
* avoir pris connaissance et signé les Conditions Générales des aides financières de l’ADEME
* que les informations communiquées à l’ADEME dans l’ensemble de ce dossier sont exactes et sincères.

Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal et peut être sanctionnée par le retrait de l’aide indûment accordée.

**Je soussigné** *Nom* *et fonction du signataire,* **habilité à représenter l’entreprise** *Raison sociale,* **atteste sur l’honneur** **l’exactitude de la présente déclaration.**

**Fait à** ………………..**, le** ………………,

**Signature et cachet de l’entreprise :**

**Qualification d’entreprise en difficulté au sens des lignes directrices relatives aux aides d’Etat au sauvetage et à la restructuration d’entreprises en difficulté du 31 juillet 2014 :**

**Selon la réglementation européenne, une entreprise est considérée en difficulté quand au moins une des conditions énumérées ci-dessous est remplie :**

1. S’il s’agit d’une société à responsabilité limitée, lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées.
2. S’il s’agit d’une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées.
3. Lorsque l’entreprise fait l’objet d’une procédure collective d’insolvabilité ou remplit les conditions de soumission à une procédure collective d’insolvabilité à la demande de ses créanciers
4. Lorsque l’entreprise a bénéficié d’une aide au sauvetage (autorisée par un régime d’aide) et n’a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie, ou a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration (autorisée par un régime d’aide)

**Lien vers le texte (voir point 20) :**

*https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0731(01)&from=FR*

1. **DECLARATION DE CATEGORIE D’ENTREPRISE**

**AU SENS DE LA COMMISSION EUROPEENNE**

Dénomination ou Raison sociale : …………………………………………………………………………………………

Forme juridique : ………………………………………………………………………………………..

N° de SIRET : …………………………………………………………………………………………..

Adresse du siège social : ……………………….…………………………………………………………..

Représentant légal : ……………………………………………………………………………………

**Catégorie d’entreprise au sens communautaire à la date du dernier exercice comptable clôturé et réalisé sur une base annuelle :** Choisissez un élément.

**Type d’entreprise au sens communautaire à la date du dernier exercice comptable clôturé et réalisé sur une base annuelle :** Choisissez un élément.

|  |
| --- |
| **DEFINITION DE PME**  **Elle découle du respect de deux critères cumulatifs :**   * **Petite entreprise (PE)**   - l’effectif salarié de l'entreprise doit être inférieur à 50 personnes ;  - le chiffre d’affaires annuel ne doit pas excéder 10 millions d’euros ou le total du bilan annuel ne doit pas excéder 10 millions d’euros.   * **Moyenne entreprise (ME)**   - l’effectif salarié de l'entreprise doit être inférieur à 250 personnes ;  - le chiffre d’affaires annuel ne doit pas excéder 50 millions d’euros ou le total du bilan annuel ne doit pas excéder 43 millions d’euros.   * **Grande entreprise (GE)**   - l’effectif salarié de l'entreprise est supérieur à 250 personnes ;  - le chiffre d’affaires annuel excède 50 millions d’euros ou le total du bilan annuel excède 43 millions d’euros.    Ces seuils s'apprécient selon des modalités différentes selon que les entreprises concernées sont considérées comme autonomes (entreprises totalement indépendantes), partenaires ou liées.  **Une entreprise est qualifiée d'entreprise autonome si les conditions suivantes sont satisfaites :**  - elle n'a pas de participation de 25 % ou plus dans une autre entreprise ;  - elle n'est pas détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou un organisme public, seul(e) ou conjointement avec une ou plusieurs entreprises liées ou organismes publics.  **Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome lorsque le seuil de 25 % est atteint ou dépassé, lorsqu’on est en présence des catégories d’investisseurs suivants :**  - sociétés publiques de participation, sociétés de capital-risque, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital-risque qui investissent des fonds propres dans des entreprises non cotées en bourse, dès lors que le total de l'investissement dans une même entreprise n'excède pas 1 250 000 euros ;  - universités, centres de recherche et investisseurs institutionnels, y compris les fonds de développement  régional ;  - autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5 000 habitants.  **Une entreprise est qualifiée d'entreprise partenaire** avec une autre lorsque, notamment, l'une des deux entreprises possède dans l'autre une participation comprise entre 25 % et moins de 50 %.  **Une entreprise est qualifiée d'entreprise liée** avec une autre lorsque, notamment, l'une des deux entreprises détient la majorité des droits de vote dans l'autre ou bien exerce une influence dominante sur cette autre entreprise.  **Détermination des données de l’entreprise**  Le calcul des données (effectifs, chiffres d’affaires et total de bilan) des entreprises s'effectue selon les modalités suivantes :  **Entreprise autonome :** les données s’appliquent uniquement sur la base des comptes de cette entreprise.  **Entreprise partenaire** **:** dans le cas d’une entreprise partenaire, il convient d’ajouter aux données propres de l'entreprise, une proportion des effectifs et des données financières de ses entreprises partenaires. Seules les données des entreprises partenaires situées immédiatement en amont ou en aval de l’entreprise concernée doivent être prises en compte. L’addition est proportionnelle au pourcentage de détention du capital ou des droits de vote. Le plus élevé de ces pourcentages s’applique.  **Entreprise liée :** dans le cas d’une entreprise liée, il convient d’ajouter aux données propres de l’entreprise, l’intégralité des données des entreprises liées directement ou indirectement pour déterminer si les critères financiers et d’effectifs sont respectés. |

**Compléter le tableau ci-dessous selon l’article 6 de l’annexe de la recommandation 2003/361/CE[[4]](#footnote-4) en fonction du type d’entreprise identifié :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Période de référence[[5]](#footnote-5) :** Cliquez ici pour taper du texte. | | | |
| **Données** | **Effectif (en Unité de Travail par An)** | **Chiffre d’affaires (en k€)** | **Total bilan en (k€)** |
| **Données entreprise requérante (non consolidée si liée ou partenaire)** | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| **Données agrégées proportionnellement de toutes les éventuelles entreprises partenaires** | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| **Données additionnées de toutes les éventuelles entreprises liées non reprises par consolidation** | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |

Dans le cas d’une entreprise qui ne serait pas autonome selon la définition européenne[[6]](#footnote-6), vous joindrez en annexe de ce document l’organigramme du ou des groupe(s) de référence présentant l’ensemble des liaisons entre personnes morales (en ne faisant apparaître que les liens d’appartenance supérieurs ou égaux 25%, ascendants comme descendants et sœurs). Vous joindrez par ailleurs un tableau faisant apparaitre, pour chacune des personnes morales identifiées dans cet organigramme, leur CA (3 dernières années), le total du bilan (3 dernières années) et leur effectif (3 dernières années) sur la base des derniers états financiers approuvés.

**Existe-t-il un changement de catégorie de l’entreprise par rapport au dernier exercice comptable ?** Choisissez un élément.

Si oui, préciser la catégorie actuelle et préciser les éléments demandés dans le tableau suivant.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Période de référence :** Cliquez ici pour taper du texte. | | | |
| **Données** | **Effectif (en Unité de Travail par An)** | **Chiffre d’affaires (en k€)** | **Total bilan (en k€)** |
| **Données entreprise requérante (non consolidée si liée ou partenaire)** | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| **Données agrégées proportionnellement de toutes les éventuelles entreprises partenaires** | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| **Données additionnées de toutes les entreprises liées (éventuelles) non reprises par consolidation** | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |

**Je soussigné** *Nom* *et fonction du signataire,* **habilité à représenter l’entreprise** *Raison sociale,* **atteste sur l’honneur** **l’exactitude et l’exhaustivité de la présente déclaration.**

**Fait à** ………………..**, le** ………………,

**Signature et cachet de l’entreprise :**

**Annexe : Organigramme du groupe**

**Annexe : tableaux (CA, bilan, effectif) des trois dernières années des entreprises partenaires ou liées**

1. **DÉCLARATION DES FINANCEMENTS PUBLICS PERCUS**

Raison sociale : …………………………………………………………………………………………

Forme juridique : ………………………………………………………………………………………..

N° de SIREN : …………………………………………………………………………………………..

Adresse du siège social : ……………………………………………………………………………..

Représentant légal : …………………………………………………………………………………….

1. **Ensemble des aides perçues ou en attente de décision pour le projet présenté à l’appel à projets:**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **LISTE DES AIDES OBTENUES ET/OU EN ATTENTE DE DECISION** | | | | | |
| **Nom du projet** | **Objet** | **Nature de l'aide[[7]](#footnote-7)** | **Organisme financeur** | **Montant (k€)[[8]](#footnote-8)** | **Année d'attribution** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

1. **Ensemble des aides perçues pour les autres projets de l’entreprise (hors projet déposé à cet appel à projets) sur les 3 derniers exercices fiscaux précédant la date de signature de cette déclaration ou aides déjà décidées mais n’ayant pas encore fait l’objet d’un versement sur les 3 derniers exercices fiscaux.**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **LISTE DES AIDES OBTENUES ET/OU EN ATTENTE DE DECISION** | | | | | |
| **Nom du projet** | **Objet** | **Nature de l'aide** | **Organisme financeur** | **Montant (k€)** | **Année d'attribution** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
| Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. | Cliquez ici pour taper du texte. |
|  |  |  |  |  |  |

**Je soussigné** *Nom* *et fonction du signataire,* **habilité à représenter l’entreprise** *Raison sociale,* **atteste sur l’honneur** **l’exactitude et l’exhaustivité de la présente déclaration.**

**Fait à** ………………..**, le** ………………,

**Signature et cachet de l’entreprise :**

1. **CONSENTEMENT**

**A L’UTILISATION DE MES DONNEES PERSONNELLES**

L’ADEME peut recueillir des données personnelles vous concernant afin d’assurer le traitement de ses demandes de financement.

L’ensemble des traitements de données personnelles mis en œuvre dans le cadre de cette mission respecte la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Les données individuelles concernant les nom, prénom, téléphone et adresse électronique des membres de votre personnel (les nom, prénom, téléphone et adresse électronique) peuvent être consultées par les personnels de l’ADEME habilités à y accéder dans le cadre de ce dispositif et ne seront pas utilisées à des fins commerciales :

‐ Les données sont conservées 24 mois après le dernier échange entre l’ADEME et votre structure.

‐ La base légale du traitement est celle du consentement conformément à l’article 6 du Règlement européen sur la protection des données.

En signant, la présente demande, j’accepte que les données personnelles des membres de ma structure soient traitées par l’ADEME conformément aux présentes informations portées à ma connaissance.

Je m’engage à informer et à recueillir auprès de chaque membre de mon personnel concerné son consentement.

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et vos droits, rendez-vous sur : https://www.ademe.fr/ – Rubrique « Protection des données personnelles » (voir pied de page)

**Je soussigné** *Nom* *et fonction du signataire,* **habilité à représenter l’entreprise** Dénomination/*Raison sociale***.**

**Fait à** ………………..**, le** ………………,

**Signature et cachet de l’entreprise :**

1. Procédures visées au Livre VI du Code de commerce : https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=68BF5B89FA20DFB761E56FE2C693F225.tplgfr27s\_1?cidTexte=LEGITEXT000005634379&dateTexte=20190624 [↑](#footnote-ref-1)
2. Au sens des lignes directrices relatives aux aides d’Etat au sauvetage et à la restructuration d’entreprises en difficulté du 31 juillet 2014 (JO C 249 du 31.07.2014). Plus d’informations sur la page suivante. [↑](#footnote-ref-2)
3. Pour les entreprises entrant dans le champ d’application de l’article 51 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (entreprises regroupant plus de 100 travailleurs sur un même site dans le périmètre d’un plan de déplacements urbains). Plus d’informations sur <https://www.ademe.fr/entreprises-monde-agricole/reduire-impacts/optimiser-mobilite-salaries/dossier/plan-mobilite/plan-mobilite-quest-cest>). [↑](#footnote-ref-3)
4. [*Guide de l'utilisateur pour la définition des PME*](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0ahUKEwiq0dW7sM_XAhXKD8AKHUMdBH8QFggxMAI&url=http%3A%2F%2Fec.europa.eu%2FDocsRoom%2Fdocuments%2F15582%2Fattachments%2F1%2Ftranslations%2Ffr%2Frenditions%2Fnative&usg=AOvVaw04f8yfKB8eceJK9svOY7Lg) [↑](#footnote-ref-4)
5. *Période correspondant au dernier exercice comptable clôture et réalisé sur une base annuelle* [↑](#footnote-ref-5)
6. [*Guide de l'utilisateur pour la définition des PME*](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0ahUKEwiq0dW7sM_XAhXKD8AKHUMdBH8QFggxMAI&url=http%3A%2F%2Fec.europa.eu%2FDocsRoom%2Fdocuments%2F15582%2Fattachments%2F1%2Ftranslations%2Ffr%2Frenditions%2Fnative&usg=AOvVaw04f8yfKB8eceJK9svOY7Lg) [↑](#footnote-ref-6)
7. Subvention, prêt bonifié, garantie de prêt, avance remboursable. [↑](#footnote-ref-7)
8. Somme du montant perçu et du montant restant à percevoir. [↑](#footnote-ref-8)